

Effectif moyen

	31/12/2023	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	2	
	Professions intermédiaires	5	
	Employés	2	
	Ouvriers		
	TOTAL	9	

--

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	5 500	5 500	
	Autres immobilisations financières	1 866	1 866	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	16 854	16 854	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	5 427	5 427	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	4 459	4 459	
	TOTAL DES CREANCES	34 106	34 106	
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice	4 000		
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice	2 900		
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	9 713	9 713		
	Personnel et comptes rattachés	29 462	29 462		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 956	33 956		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 888	8 888		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	879	879		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	18 285	18 285		
	TOTAL DES DETTES	101 184	101 184		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	1 478			1 478
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	11 250			11 250
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12 728			12 728
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		12 728			12 728
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	2 644			2 644
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 644			2 644
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	3 811	2 790		6 601
	Matériel de transport	25 096	5 270		30 365
	Matériel de bureau, mobilier	36 829	5 203		42 032
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	65 736	13 262		78 998
TOTAL		68 380	13 262		81 642

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Avance sur salaires

Il a été consenti, sur l'exercice clos au 31/12/2022 une avance sur salaire de 5.000 euros à M. Makoudou

Le montant remboursé sur l'exercice est de 600 €

Le montant restant à rembourser au 31/12/2022 est de 4.400 €

En 2023 un second prêt de 4.000 euros a été accordé

le montant remboursé sur l'exercice est de 2.900 €

Le montant restant à rembourser au 31/12/2023 est de 5.500 €

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Litiges en cours

1 - Une demande de paiement de loyer nous a été adressée par l'association MAISON DE SANTE CHATEREIGNE MONVILLIER pour une mise à disposition d'un local (lot n° 14) destiné à l'exercice de l'activité prévention : le montant réclamé est de 4359 € pour le loyer annuel et 4209 € au titre des charges locatives.

Eu égard à nos accords initiaux nous contestons ce rappel de loyer et charges. Une procédure est en cours suite à une mise demeure qui nous a été adressée par notre bailleur.

2 - Par ailleurs l'association MAISON DE SANTE CHATEREIGNE MONVILLIER s'est engagée à rembourser à notre association le salaire et charges sociales de la copordinatrice pour un montant de 6427.90€. A ce jour la créance reste impayée.

Bénévolats

Le bénévolat évalué à 148.500 € a été comptabilisé au titre de l'exercice clos au 31/12/2023

Il a été calculé sur la base de 2750 heures valorisés à 54 €/heures.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'Association a pour objet :
De délivrer des soins selon la réglementation en vigueur,
De promouvoir la santé sur les quartiers dans un esprit de médecine sociale à caractère curatif et préventif, en liaison avec les travailleurs sociaux.
D'assurer la gestion et le fonctionnement de l'Association du Centre de Sons Infirmier.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **220 271** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **564 400** euros et un total **charges** de **563 449** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **951** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour la première application en 2005 des nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement CRC 2004-06), l'entité a fait le choix de la méthode prospective.

L'association applique le règlement ANC 2018-06

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	187 463	197 249
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	371 871	256 025
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	4	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	2 492	13 573
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	561 831	466 848
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	114 268	115 811
	Impôts, taxes et versements assimilés	12 579	5 511
	Rémunération du personnel	313 374	250 605
	Charges sociales	108 171	86 512
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	13 262	12 879
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	1 800	156
	Total des charges d'exploitation	563 454	471 474
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(1 623)	(4 626)
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 569	1 410
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	2 569	1 410
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	946	(3 216)
	Produits exceptionnels		433
	Charges exceptionnelles		305
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		128
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		2 457
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	564 400	471 148
	TOTAL DES CHARGES	563 454	471 779
	EXCEDENT ou DEFICIT	946	(631)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	149 500	110 390
	Bénévolat	148 500	108 540
	Prestations en nature	1 000	1 850
	Dons en nature		
	CHARGES	149 500	110 390
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	1 000	1 850
	Personnel bénévole	148 500	108 540

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	106 039	106 039
	Report à nouveau	(631)	
	Résultat de l'exercice	946	(631)
	Total des fonds propres	106 354	105 408
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	106 354	105 408
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	12 728	12 728
	Total des provisions	12 728	12 728
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	18 285	18 285
	Total des fonds dédiés	18 285	18 285
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 713	5 411
	Dettes fiscales et sociales	72 307	47 424
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		68
	Total des dettes	82 020	52 903
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	219 387	189 324
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	945,80	(630,60)
	(1) Dont à moins d'un an	82 020	52 903
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 644	2 644		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	103 830	78 998	24 832	29 889
	Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	120		120	120	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	5 500		5 500	4 400	
Autres immobilisations financières	1 866		1 866	400	
TOTAL (I)		113 960	81 642	32 318	34 809
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				1 800
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	15 974		15 974	3 239
	Autres créances	5 427		5 427	5 001
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	8 655		8 655	8 155
DISPONIBILITES	152 554		152 554	133 315	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	4 459		4 459	3 005
	TOTAL (II)	187 069		187 069	154 515
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		301 029	81 642	219 387	189 324
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				7 366	4 800
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris,

le 20 juin 2024

W AUDIT & ADVISORY
Société de Commissariat aux comptes

Représentée par Aurélien Wegmuller
Commissaire aux comptes



Signé électroniquement le 20/06/2024 par
Aurélien Wegmuller

Aurélien Wegmuller

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le rapport du trésorier ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et sa concordance avec les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels données dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'association constitue des dépréciations de ses créances selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables / Créances d'exploitation » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre association CENTRE DE SANTE CHAPELAIN, décrite dans la note « Règles et méthodes comptables / créances d'exploitation » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre les tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

CENTRE DE SANTE CHAPELAIN

42 BIS Avenue JEAN MOULIN
10600 La chapelle Saint Luc
N°SIREN : 329 689 822

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale d'approbation des comptes clos le **31 décembre 2023**,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association des **CENTRE DE SANTE CHAPELAIN** relatifs à l'exercice de **12 mois** clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

CENTRE DE SANTE CHAPELAIN

42 BIS Avenue JEAN MOULIN
10600 La chapelle Saint Luc

N°SIREN : 329 689 822

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023